

PERSPECTIVES DE GOUVERNANCE POUR LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE NATIONALE DANS UN CONTEXTE MONDIAL DE CRISES MULTIPLES : CAS DU BURKINA FASO

Dr. Larba Issa KOBAYAGDA,

Directeur Général de l'Économie et de la Planification
Ministère de l'Économie et des Finances du Burkina Faso

**Excellence Madame la Modératrice,
Honorables membres du Comité d'Experts sur l'Administration Publique,
Distingués Représentants des États membres,
Mesdames et Messieurs,**

Je suis honoré de prendre la parole aujourd'hui lors de cette 24^{ème} session du Comité d'Experts sur l'Administration Publique. Je tiens d'abord à exprimer ma profonde reconnaissance aux organisateurs pour cette occasion de partager nos expériences respectives en matière de gouvernance dans un monde confronté à de multiples crises.

Le Burkina Faso, comme plusieurs autres pays en développement, est confronté à des défis complexes auxquels il faut ajouter les crises multiples que travers la région ouest africaines et le monde :

- **Une vulnérabilité climatique croissante**, marquée par des sécheresses récurrentes et des inondations mettant en péril notre agriculture, source de subsistance pour plus de 70% de notre population.
- **Une crise sécuritaire majeure depuis 2016** qui fragilise les structures administratives et économiques traditionnelles malgré les efforts de reconquête et stabilisation amorcé depuis 2023.
- **Une crise humanitaire majeure**, avec des milliers de déplacés internes, ce qui exerce une forte pression sur nos infrastructures et services publics déjà limités.
- **Les tensions géopolitiques et économiques régionales et mondiales**, causant des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, une inflation des produits de première nécessité et une volatilité des marchés financiers.

Malgré ce contexte très difficile, le Burkina Faso respecté ses engagements internationaux en soumettant deux Rapports Nationaux Volontaires (RNV) en 2019 et 2023. Ces exercices d'auto-évaluation nous ont permis d'identifier avec clarté les points forts et les domaines à améliorer de

notre dispositif de mise en œuvre des ODD. Ils ont également confirmé notre détermination à poursuivre notre trajectoire de développement durable, même face à l'adversité.

Ces crises multidimensionnelles nous ont poussés à réinventer profondément nos modèles de gouvernance pour préserver les acquis du développement et progresser vers la réalisation des ODD. Cette reconfiguration s'est construite autour de l'approche Nexus Sécurité-Développement-Humanitaire.

Devant cette situation complexe, le Burkina Faso a adopté une démarche intégrée centrée sur le Lien Sécurité-Développement-Humanitaire, reconnaissant ainsi la forte interdépendance de ces aspects.

Par conséquent, le gouvernement burkinabè a mis en place des dispositifs institutionnels novateurs pour garantir une coordination optimale entre les forces de défense et de sécurité, les acteurs humanitaires et ceux du développement.

Le Burkina Faso a également favorisé la participation communautaire dans les dispositifs de sécurité locale, notamment par la création de la Brigade des Volontaires pour la Défense de la Patrie (BVDP), qui jouent maintenant un rôle essentiel dans la protection des communautés et la collecte d'informations territoriales.

La coopération transfrontalière est également un élément clé de notre stratégie, avec des initiatives conjointes pour sécuriser les zones frontalières menées avec nos voisins dans le cadre de la Confédération de l'Alliance des Etats du Sahel (AES).

Le deuxième pilier de notre approche lien concerne la continuité des services essentiels dans les zones touchées par l'insécurité. Le pays a mis en place des modèles alternatifs pour fournir des services de santé, incluant des cliniques mobiles et des équipes de santé communautaire pour atteindre les populations isolées.

Dans le domaine de l'éducation, nous avons instauré un système d'enseignement d'urgence, avec des classes temporaires pour les enfants déplacés et des programmes d'apprentissage accéléré.

En matière de protection sociale, nous avons élargi notre filet de sécurité ciblant les ménages les plus vulnérables et mis au point des stratégies de réinstallation et de relance économique dans les zones stabilisées, incluant des programmes de reconstruction des infrastructures et de revitalisation des marchés locaux.

Mesdames et messieurs,

Afin de soutenir cette approche intégrée, le gouvernement a entrepris des réformes institutionnelles significatives visant à renforcer durablement la résilience de notre économie.

Le Burkina Faso a domestiqué les ODD dans nos cadres nationaux de planification (Plan national de développement économique et social I et II), en assurant une adaptation réaliste en fonction de nos contraintes et priorités locales. Cette initiative a été enrichie par une collaboration active avec le système des Nations Unies au Burkina Faso. L'adoption et la mise en œuvre du Plan intégré des Nations Unies pour l'accélération du développement (UNIDAP), ont permis d'aligner efficacement l'appui des agences onusiennes sur nos priorités nationales. Cette synergie renforce la cohérence des interventions et optimise l'impact des ressources mobilisées.

De plus, avec l'introduction d'un marquage budgétaire spécifique aux ODD, le pays a désormais un moyen d'identifier et suivre clairement les affectations budgétaires par objectif, renforçant ainsi la transparence et la responsabilité dans l'utilisation des ressources. Enfin, une stratégie nationale de financement intégré est en cours de finalisation. Elle vise à diversifier nos sources de financement et à maximiser l'effet de levier des ressources disponibles, notamment par des partenariats public-privé innovants et une mobilisation accrue des ressources domestiques.

La professionnalisation de notre administration est un pilier essentiel de notre stratégie de résilience institutionnelle. En effet, le gouvernement a intensifié les programmes de formation continue pour les agents publics, en mettant particulièrement l'accent sur la gestion de crise, la planification stratégique et l'évaluation des politiques publiques. De plus, la modernisation des outils de travail, notamment grâce à la digitalisation des services publics, a permis de maintenir une présence minimale de l'État même dans les zones difficiles d'accès. Enfin, le modèle de gestion des collectivités locales a été revisité permettant ainsi une gouvernance de proximité plus adaptée aux réalités locales.

Excellence Madame la Modératrice,

Honorables membres du Comité d'Experts sur l'Administration Publique,

Notre stratégie fait également appel à des méthodes intersectorielles pour améliorer la cohérence de nos actions.

Face aux défis accrus par les changements climatiques, nous avons déployé des systèmes avancés d'alerte météorologique précoce associés à des dispositifs communautaires de réaction rapide, des programmes de préservation des écosystèmes et de réhabilitation des terres dégradées, la promotion de pratiques agricoles durables, par l'adoption de techniques agroécologiques par les agriculteurs. Enfin, une gestion intégrée des ressources en eau dans les zones vulnérables, avec la construction de petits barrages et de systèmes d'irrigation efficaces.

Donner plus de pouvoir aux populations vulnérables est une pièce maîtresse de notre démarche. Ainsi, il s'est agi de renforcer les programmes d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes, avec des

mesures facilitant l'accès à la formation professionnelle et au financement, de développer des initiatives spécifiques pour l'autonomisation des femmes, notamment dans les filières agricoles à haute valeur ajoutée et de structurer l'implication du secteur privé et de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des réponses aux crises, à travers des cadres de concertation formalisés. En outre, des programmes spécifiques ont été conçus pour les communautés accueillant des déplacés internes, afin de réduire les tensions potentielles et de renforcer la cohésion sociale.

Mesdames et messieurs,

Cette méthode intégrée commence à montrer ses premiers résultats, malgré les défis persistants :

- Nous constatons une stabilisation progressive de certaines zones autrefois marquées par l'insécurité
- Les indicateurs de résilience des communautés affichent une amélioration, avec une capacité accrue des populations à faire face aux crises
- La collaboration entre les acteurs humanitaires, du développement et de la sécurité s'est nettement améliorée

Les principales leçons que nous pouvons partager à ce stade sont :

1. La valeur essentielle d'une approche holistique qui prend en compte l'interdépendance des aspects sécuritaires, humanitaires et de développement
2. La nécessité d'ajuster en permanence les cadres institutionnels aux réalités évolutives du terrain
3. Le rôle crucial de l'engagement local et de la participation communautaire dans la construction de solutions durables
4. L'importance des données et des systèmes d'information pour des prises de décision adaptées et contextuelles

Excellence Madame la Modératrice,

Honorables membres du Comité d'Experts sur l'Administration Publique,

Dans cet esprit, nous prévoyons de présenter en 2026 un nouveau Rapport National Volontaire (RNV) à l'ECOSOC. Ce rapport permettra non seulement de montrer nos progrès dans la réalisation des ODD, mais aussi d'effectuer une évaluation détaillée de notre parcours et de nos stratégies, en particulier l'approche Nexus et les résultats de notre collaboration avec le système des Nations Unies via l'UNIDAP. Cette démarche nous offrira l'occasion de redéfinir nos priorités pour l'agenda post-2030 et de réitérer notre engagement envers le multilatéralisme et la coopération internationale.

Le processus de préparation de ce RNV sera une démarche collaborative, impliquant non seulement les institutions nationales, mais aussi le système des Nations Unies au Burkina Faso, la société

civile, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers. Cette approche participative assurera une évaluation objective, transparente et inclusive des progrès réalisés et des défis qui demeurent.

**Excellence Madame la Modératrice, Honorables membres du Comité,
Mesdames et Messieurs,**

L'expérience du Burkina Faso montre qu'il est possible de maintenir une trajectoire de développement durable même dans un contexte de crises multiple et complexe. Notre approche Nexus Sécurité-Développement-Humanitaire, soutenue par des réformes institutionnelles adaptatives et des stratégies intersectorielles cohérentes, nous permet d'affronter les défis actuels tout en préparant l'avenir.

Les défis restent immenses, nous ne nous le cachons pas. Mais notre détermination à poursuivre les Objectifs de Développement Durable demeure ferme, car nous sommes convaincus que ces objectifs représentent le cadre le plus pertinent pour construire des sociétés résilientes, inclusives et prospères.

Cet échange entre partenaires est un élément clé pour renforcer la collaboration entre pays du Sud et encourager des solutions flexibles et durables. Nous sommes prêts à partager plus largement notre expérience et à tirer des leçons des bonnes pratiques mises en place par d'autres pays aux prises avec des défis comparables.

Merci de votre attention.